



« À la poursuite de l'État islamique »: Devinez qui est derrière le projet califat?

Par [Prof Michel Chossudovsky](#)

Mondialisation.ca, 16 novembre 2015

23 septembre 2014

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),
[Désinformation médiatique](#), [Guerre USA](#)
[OTAN](#)

Analyses: [IRAK](#), [SYRIE](#)

On dépeint l'État islamique (EI) comme un ennemi des États-Unis et du monde occidental.

Avec le soutien de la Grande-Bretagne, l'indéfectible allié des États-Unis, le président Barack Obama a ordonné une série de bombardements étasuniens sur l'Irak visant apparemment à vaincre l'armée rebelle de l'EI.

« Nous ne renoncerons pas à notre volonté de faire face à l'État islamique [...] Si les terroristes pensent que nous allons faiblir face à leurs menaces, ils ne peuvent pas être davantage dans l'erreur. » (Barack Obama et David Cameron, [Strengthening the NATO alliance](#), lettre d'opinion publiée dans le Times de Londres, 4 septembre 2014, c'est l'auteur qui souligne.)

Mais qui est derrière le projet de l'État islamique?

Par une cruelle ironie du sort, les rebelles de l'État islamique, anciennement connu sous le nom « État islamique en Irak et au Levant » (EIL) étaient jusqu'à tout récemment présentés comme « des combattants de la liberté de l'opposition » en Syrie, dévoués au « rétablissement de la démocratie » et au renversement du gouvernement laïc de Bachar al-Assad.

Et qui était derrière l'insurrection djihadiste en Syrie?

Ceux qui ont ordonné les bombardements sont ceux qui sont derrière le projet de califat.

Les milices de l'EI, qui sont actuellement la cible présumée d'une campagne de bombardements des États-Unis et de l'OTAN en vertu d'un mandat de « lutte au terrorisme », ont été et sont toujours soutenues clandestinement par les États-Unis et leurs alliés.

Autrement dit, l'État islamique a été créé par le renseignement étasunien, avec le soutien du MI6 britannique, du Mossad israélien, de l'Inter-Services Intelligence (ISI) pakistanais et l'Al Mukhabarat Al A'amah de l'Arabie saoudite (رئاسة الاستخبارات العامة ou General Intelligence Presidency (GIP) en anglais). Par ailleurs, selon des sources du renseignement israélien (Debka), l'OTAN, en liaison avec le haut commandement turc, était impliqué dans

le recrutement de mercenaires djihadistes dès le début de la crise syrienne en mars 2011.

En ce qui concerne l'insurrection syrienne, **les combattants de l'État islamique ainsi que le Front Al-Nosra, des forces djihadistes affiliées à d'Al-Qaïda, sont les fantassins de l'alliance militaire occidentale.** Ils sont secrètement soutenus par les États-Unis, l'OTAN et Israël. Leur mandat consiste à mener une insurrection terroriste contre le gouvernement de Bachar al-Assad. Les atrocités commises par les combattants de l'État islamique en Irak sont similaires à celles commises en Syrie.

En raison de la désinformation médiatique, l'opinion publique occidentale n'est pas au courant que dès le tout début, les terroristes de l'EI ont été soutenus par les États-Unis et leurs alliés.

Les meurtres de civils innocents par les terroristes de l'État islamique en Irak sont utilisés afin de créer un prétexte et une justification en faveur d'une intervention militaire étasunienne pour des raisons humanitaires. Les bombardements ordonnés par Obama, cependant, ne sont pas destinés à éliminer l'État islamique, qui constitue un « atout du renseignement » étasunien. Bien au contraire, les États-Unis visent la population civile ainsi que le mouvement de résistance irakien.



Le rôle de l'Arabie saoudite et du Qatar

Fait amplement documenté, le soutien des États-Unis et de l'OTAN à l'État islamique est acheminé clandestinement par les plus fidèles alliés des États-Unis, à savoir le Qatar et l'Arabie saoudite. Les médias occidentaux ont reconnu que Riyad et Doha, agissant en liaison avec Washington et en son nom, ont joué (et jouent toujours) un rôle central dans le financement de l'État islamique, ainsi que dans le recrutement, la formation et l'endoctrinement religieux des forces mercenaires terroristes déployées en Syrie.

Selon le Daily Express de Londres : « **Ils [les terroristes de l'EI] avaient de l'argent et des armes fournies par le Qatar et l'Arabie saoudite.** »



« La plus importante source de financement de l'EI à ce jour provient des pays du Golfe, principalement de l'Arabie saoudite mais aussi du Qatar, du Koweït et des Émirats arabes unis », (Selon le Dr Günter Meyer, directeur du Centre de recherche sur le Monde arabe à l'Université de Mayence, en Allemagne, [Deutsche Welle](#))

Ces fonds ont été acheminés aux terroristes de l'EI qui se battent contre les forces gouvernementales en Syrie:

Grâce à des alliés comme l'Arabie saoudite et le Qatar, l'Occident [a] soutenu des groupes rebelles militants qui ont depuis mutés en EI et autres milices liées à al-Qaïda. (Daily Telegraph, 12 juin 2014)

Selon Robert Fisk, le projet de califat « [a été financé par l'Arabie saoudite](#) » :

[V]oici **la plus récente contribution monstrueuse de l'Arabie saoudite à l'histoire mondiale : le Califat islamiste sunnite en Irak et au Levant**, conquérant de Mossoul et Tikrit - et de Raqqa en Syrie - et peut-être de Bagdad, « humiliateurs » ultimes de Bush et d'Obama.

D'Alep, dans le nord de la Syrie, jusqu'aux environs la frontière irako-iranienne, les djihadistes de l'EIL et autres groupuscules divers payés par les wahhabites saoudiens, et des oligarques koweïtiens, règnent maintenant sur des milliers de miles carrés. (Robert Fisk, [The Independent](#), 12 juin 2014)



En 2013, dans le cadre de son recrutement de terroristes, l'Arabie saoudite a pris l'initiative de libérer des condamnés à mort incarcérés dans les prisons saoudiennes.

Une note confidentielle a révélé que les prisonniers étaient « recrutés » » pour rejoindre les milices djihadistes (y compris Al-Nosra et l'EIL) afin de lutter contre les forces gouvernementales en Syrie.

Prison saoudienne

On aurait offert une entente aux prisonniers - rester et être exécuté ou lutter contre Assad en Syrie. Dans le cadre de l'entente, on offrait aux prisonniers un « pardon et une allocation mensuelle pour leurs familles, autorisées à demeurer dans le royaume sunnite ».

Les responsables saoudiens leur auraient donné le choix : décapitation ou djihad? En tout, des détenus du Yémen, de la Palestine, de l'Arabie saoudite, du Soudan, de la Syrie, de la Jordanie, de la Somalie, de l'Afghanistan, de l'Égypte, du Pakistan, de l'Irak et du Koweït ont choisi d'aller combattre en Syrie. (Voir [Global Research](#), 11 septembre 2013)

Volte-face

Le 11 septembre 2014, coïncidant avec la commémoration du 11-Septembre, le roi d'Arabie saoudite ainsi que les monarques des pays du Golfe ont annoncé leur soutien indéfectible à la guerre sainte d'Obama contre l'État islamique, laquelle a été et est toujours financée par des fonds du Qatar et de l'Arabie saoudite dans le cadre d'une opération de renseignement soigneusement conçue.



Le secrétaire d'État John F. Kerry, à gauche, parle avec Joseph W. Westphal, l'ambassadeur étasunien en Arabie saoudite, et le ministre saoudien des Affaires

étrangères, le prince Saoud Al-Fayçal à son arrivée à l'aéroport international du roi Abdulaziz de Djeddah, en Arabie saoudite le 11 septembre 2014 (Photo : Brendan Smialowski, Associated Press)

Alors qu'ils ont activement contribué au financement de l'État islamique, sans compter qu'ils ont recruté et formé des terroristes au nom de Washington, l'Arabie saoudite et les États du Golfe ont promis d'appuyer fermement la campagne militaire d'Obama, « d'avilir et finalement détruire » l'État islamique.

La déclaration d'appui contenue dans le communiqué, engage les « principaux pays arabes à travailler avec les États-Unis afin de couper le flux de combattants et les fonds étrangers de l'État islamique ». Elle confirme également que les membres ont discuté d'une « stratégie pour détruire l'EIL où qu'il soit, y compris en Irak et en Syrie ».

L'Arabie saoudite a fini par comprendre que le groupe État islamique constitue aussi une menace sérieuse pour leur pays, et qu'il ne s'agit pas d'un mouvement sunnite traditionnel. L'un des éléments du plan d'Obama contre l'EI vise à saper les liens idéologiques et religieux avec l'islam invoqués par les militants de l'État islamique.

L'administration espère que Riyad usera de son influence parmi les chefs religieux islamiques. (Voice of America, 11 septembre 2014)

Recrutement de « terroristes modérés »

Dans le cadre de cet accord, la famille Al-Saoud sera « l'hôte d'un centre de formation pour des milliers de combattants rebelles syriens qui luttent à la fois contre l'État islamique et le régime du président Bachar al-Assad ». Cette proposition est fautive et absurde. Jusqu'au 9 septembre, l'Arabie saoudite a « officiellement » soutenu l'État islamique contre le gouvernement de Bachar Al-Assad, et on lui a maintenant confié le recrutement de djihadistes pour combattre l'État islamique. Les médias n'ont toutefois pas réussi à relier les points et à découvrir le grand mensonge.

Il s'agit d'un projet diabolique : **les artisans de l'État islamique ont informé le monde qu'ils « se lancent à la poursuite » de leurs propres terroristes dans le cadre d'une opération de contreterrorisme.**

Bien que ces actions soient menées sous la bannière de la « guerre mondiale au terrorisme », les États-Unis n'ont pas l'intention de cibler leurs propres brigades terroristes de l'EI, intégrées par des forces spéciales et les services de renseignement occidentaux. En réalité, la seule campagne crédible et efficace contre les terroristes islamiques de l'EI est menée par les forces gouvernementales syriennes.

Inutile de dire que le financement et l'appui des États-Unis, de l'OTAN, de l'Arabie saoudite et du Qatar continueront. L'objectif n'est pas de détruire l'État islamique, tel que l'a promis Obama. Il s'agit plutôt d'un processus de déstabilisation et de destruction de l'Irak et de la Syrie, mené par les États-Unis. La campagne contre l'État islamique est utilisée pour justifier le bombardement des deux pays en ciblant principalement les civils.

Le but ultime est de déstabiliser l'État-nation que constitue l'Irak et de déclencher sa partition en trois entités distinctes.

L'objectif stratégique général des États-Unis et de l'OTAN consiste à déstabiliser toute la région du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord, de l'Asie centrale et du Sud, incluant l'Iran, le Pakistan et l'Inde.

Michel Chossudovsky

Article original : "["Going After" the Islamic State. Guess Who is Behind the Caliphate Project?](#), publié le 12 septembre 2014.

Traduction: Julie Lévesque pour [Mondialisation.ca](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Prof Michel Chossudovsky](#), Mondialisation.ca, 2015

Articles Par : [Prof Michel Chossudovsky](#)

A propos :

Michel Chossudovsky is an award-winning author, Professor of Economics (emeritus) at the University of Ottawa, Founder and Director of the Centre for Research on Globalization (CRG), Montreal, Editor of Global Research. He has taught as visiting professor in Western Europe, Southeast Asia, the Pacific and Latin America. He has served as economic adviser to governments of developing countries and has acted as a consultant for several international organizations. He is the author of eleven books including *The Globalization of Poverty and The New World Order* (2003), *America's "War on Terrorism"* (2005), *The Global Economic Crisis, The Great Depression of the Twenty-first Century* (2009) (Editor), *Towards a World War III Scenario: The Dangers of Nuclear War* (2011), *The Globalization of War, America's Long War against Humanity* (2015). He is a contributor to the *Encyclopaedia Britannica*. His writings have been published in more than twenty languages. In 2014, he was awarded the Gold Medal for Merit of the Republic of Serbia for his writings on NATO's war of aggression against Yugoslavia. He can be reached at crgeditor@yahoo.com

Michel Chossudovsky est un auteur primé, professeur d'économie (émérite) à l'Université d'Ottawa, fondateur et directeur du Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) de Montréal, rédacteur en chef de Global Research.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca